

Les crédits

Nous pourrions aussi parler des autres disposition du budget. Par exemple, nous pourrions parler des transferts pour l'enseignement postsecondaire qui est si important pour l'avenir du pays. La perte due au gel imposé jusqu'en 1994-1995—ces données ne sont pas le résultat de mes recherches, ni de celles du NPD, elles nous sont transmises par l'Association canadienne des professeurs d'université—représentent 3,8 milliards de dollars qui ne seront pas transférés à nos établissements d'enseignement postsecondaire. Ces 3,8 milliards devraient servir à assurer l'avenir de nos jeunes, l'avenir de notre main-d'oeuvre.

Les députés de l'opposition ne sont pas seuls à avoir étudié le budget et exprimé une crainte profonde au sujet de ses répercussions sur notre économie. J'aimerais citer quelques-uns des économistes qui l'ont examiné à la loupe. D'abord, Informetrica, organisme indépendant établi ici à Ottawa et à qui le gouvernement a adjugé plusieurs contrats. Ce n'est pas comme si cette société avait de prime abord un parti pris contre le gouvernement. Pourtant, ayant procédé à de savants calculs, elle en est venue à la conclusion que le budget entraînera la perte de 122 000 emplois au cours des deux prochaines années.

En outre, elle signale quelques aspects du budget, et je cite:

Au beau milieu de la récession, le gouvernement a supprimé le mécanisme de stabilisation automatique le plus puissant de notre système financier, rendant ainsi nécessaire la hausse énorme de plus de 24 p. 100 des cotisations à l'assurance-chômage.

Ainsi, en pleine récession, le gouvernement a décidé de contraindre les Canadiens à payer davantage pour leur protection d'assurance-chômage. Informetrica ajoute par ailleurs:

Après avoir insisté sans trêve sur les difficultés découlant de l'inflation, le gouvernement a haussé les taxes indirectes et les frais de la main-d'oeuvre. Ces deux postes ajouteront environ 0,4 p. 100 au coût de la vie en 1991 et encore 0,2 p. 100 en 1992.

• (1550)

Autrement dit, le gouvernement a beau insisté dans son exposé budgétaire sur la nécessité de juguler l'inflation, le budget qu'il a présenté va encore l'attiser.

Prenons par exemple un autre groupe qui, celui-là, se range d'ordinaire du côté du gouvernement. Que pense le Conference Board du Canada? Voici ce qu'il écrit dans son évaluation du budget publiée vendredi dernier: «Le budget risque de prolonger la récession et de l'aggraver encore.» Également au sujet du budget, il ajoute ce qui suit: «Mis à part la croissance du produit intérieur brut, la

croissance du revenu en 1991 est comparable à ce qu'elle aurait été autrement.» Il signale en outre que le budget ne renferme aucune stimulation financière de nature à aider l'économie à sortir de la récession actuelle.

Autrement dit, cet organisme dont les activités sont financées par des hommes d'affaires est tout à fait d'accord avec le Nouveau Parti démocratique: Le budget ne renferme absolument rien pour aider le Canada à sortir de la récession. Il va même plus loin. Il écrit: «Jusqu'à un certain point, la relance au cours du deuxième trimestre est plus compromise qu'avant le budget, car celui-ci prive les consommateurs d'une bonne partie de leur pouvoir d'achat.»

Il se demande ensuite s'il doit ajouter foi aux objectifs que le gouvernement a dit s'être fixé en matière d'inflation. Sans avoir procédé à une analyse aussi rigoureuse qu'Informetrica, il déclare en terminant que le budget devrait faire perdre au moins 67 000 emplois, conclusion analogue à celle d'Informetrica.

Il y a lieu de se demander si nous avons le choix. Aurions-nous pu procéder différemment? J'entends utiliser la dernière partie de mes commentaires pour expliquer que nous avons effectivement le choix. Nous aurions pu emprunter une autre voie. En premier lieu, nous aurions pu réduire l'écart entre nos taux d'intérêt et ceux des États-Unis, écart qui de tout temps a été de 1 p. 100 voire peut-être de 1,5 p. 100. En agissant ainsi, nous aurions de beaucoup réduit les taux d'intérêt au Canada. Nous aurions pu par ailleurs procéder à la dévaluation du dollar canadien, ce qui aurait énormément aidé nos exportateurs et se serait traduit par la création de milliers d'emplois partout au Canada.

En outre, la réduction des taux d'intérêt aurait signifié une réduction d'environ 6 milliards de dollars des dépenses que nous devons engager pour assurer le service de la dette nationale. Nous aurions pu prendre ces 6 milliards et les investir dans l'avenir. Nous n'étions pas obligés d'accroître le déficit. Nous aurions pu utiliser l'argent épargné du fait de la réduction des taux d'intérêt et l'investir dans la préparation ainsi que la formation de nos jeunes aux métiers de l'avenir, dans la recherche et le développement, afin de permettre à nos entreprises de mieux s'implanter sur les marchés mondiaux.

Le ministre a déclaré que nous n'avions pas suffisamment d'argent pour investir dans la formation. C'est une confession bien tragique de sa part, à un moment où le Canada compte plus de 1,4 million de chômeurs.